

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal d' Irak

N° 521 du 27.10 au 27.11.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Irak" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site <http://turkmenfriendship.blogspot.com/2007/10/journal-dirak-de-m-lemaire.html>

d) Sur le site <http://turkmenfriendship.blogspot.com/2007/10/journal-dirak-de-m-lemaire.html>

e) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

f) et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_irakiens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

1 Tiré à part :

Bush et Blair coupables de crimes de guerre.

Richard Labévière : De New-York à Kaboul, Mythes et réalités de la Global War On Terror.

Feurat Alani : « A Falluja, des bébés déformés naissent presque tous les jours ».

Ramzy Baroud : La guerre d'Irak est finie, mais ...le parti de la guerre persiste...

Afghana : Germe d'une nouvelle guerre avec le Koweït.

Lorientlejour : [Avertissement implicite de Clinton à l'Iran: Pas d'intervention en Irak.](#)

2 Dommages Collatéraux... le Pentagone prolonge.

Alex Lantier : Un câble publié par WikiLeaks confirme les rapports sur le massacre américain de civils irakiens

3 Politique

4 Les alliés (des Usa)

5 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

5-1 Tarek Aziz - L'autre vérité", Award du meilleur documentaire.

6 Les brèves

6-1 LEMONDE.FR avec AFP : Des Irakiens accusant l'armée britannique de torture obtiennent gain de cause.

6-2 Gilles Munier : Mustapha Abdeljalil va dénoncer un complot baasiste à Bagdad.

6-3 TECHNIP : Signature de deux contrats d'études en Irak.

1 Tiré à part :

Bush et Blair coupables de crimes de guerre.

Mercredi 23 Novembre 2011

Occident, impérialisme et crimes de guerre: Bush et Blair officiellement coupables de crimes de guerre devant une cour contre les crimes de guerre...

Nous avons traduit ici une brève nouvelle émise par Press TV la chaîne iranienne de langue anglaise, info qui bien sûr et comme de bien entendu n'est absolument pas relayée par les médias larbins occidentaux, à savoir que Bush et Blair ont été tous deux reconnus coupable de crimes de guerre et de génocide par une cour de justice contre les crimes de guerre siégeant à Kuala Lumpur en Malaisie. Les juges vont presser pour que les deux criminels notoires soient inscrits sur le registre des criminels de guerre pour un transfert du dossier au TPI... Que les Etats-Unis ne reconnaissent bien évidemment pas !...

Que Sarko, Berlu, Cameron se rassurent, pour la Libye, ils seront de la prochaine charette...

Bush et Blair coupables de crimes de guerre

Press TV

Le 23 Novembre 2011

Un tribunal pour crimes de guerre a trouvé l'ancien président américain George W. Bush et l'ancien premier ministre britannique Anthony Blair coupables de crimes de guerre pour leurs rôles dans la guerre d'Irak.

Le panel de cinq juges du tribunal de Kuala Lumpur (Malaisie) pour crimes de guerre a décidé que Bush et Blair ont commis un génocide et des crimes contre l'humanité en menant l'invasion contre l'Irak en 2003, a rapporté un correspondant de Press TV Mardi.

En 2003, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne envahissaient l'Irak en bafouant la loi internationale et sous le prétexte de trouver des armes de destruction massive qui avaient soi-disant été stockées par l'ex-dictateur Saddam Hussein.

Les juges du tribunal malais ont décidé que la décision d'entrer en guerre contre l'Irak, prise par les deux anciens chefs de gouvernements, était un abus flagrant de la loi et un acte d'agression qui mena à des massacres de grande ampleur sur le peuple irakien.

Les bombardements et d'autres formes de violence devinrent monnaie courante en Irak peu après l'invasion du pays menée par les Etats-Unis.

Dans leur verdict, les juges du tribunal ont également déclaré que les Etats-Unis sous le leadership de Bush, ont fabriqué des documents pour faire penser que l'Irak avait des armes de destruction massive. Quoi qu'il en soit, le monde apprit par la suite que l'ancien régime irakien ne possédait pas d'armes de destruction massive et que les Etats-Unis et la Grande Bretagne le savaient depuis le départ.

Plus d'un million d'Irakiens ont été tués durant l'invasion en accord avec l'organisation d'enquête basée en Californie Project Censored.

Les juges ont aussi dit que les décisions de la cour devraient être fournies aux signataires des Statuts de Rome, qui ont établis le Tribunal Pénal International (TPI) et ont ajouté que les noms de Bush et de Blair seraient listés sur le registre des criminels de guerre.

Richard Labévière, : De New-York à Kaboul, Mythes et réalités de la Global War On Terror.

1er mai 2003. Sur le porte-avions USS Abraham Lincoln, le président américain George W. Bush annonce avec fierté la fin des « *combats majeurs* » de l'opération « *Libération de l'Irak* ».

En toile de fond, une grande banderole sur la tour de commandement précise « *Mission Accomplished.* ». Cette prestation est d'autant plus grotesque qu'au même moment trois attentats frappent le cœur de Bagdad. Commençaient alors l'occupation angloaméricaine et le démantèlement de l'Etat-nation irakien, livré aux communautés, aux tribus et autres pillards, avant-goût de la démocratie selon Washington. Grotesque, ce discours l'est à plus d'un titre, mais sa structure formelle confirme au moins un point capital : la deuxième guerre d'Irak s'inscrivait bien dans le cadre stratégique plus large de la « *Global War on Terror* », déclenchée au lendemain des attentats du 11-Septembre.

A cette date-là, l'OTAN déclare en effet qu'il ne s'agit pas d'une attaque contre les Etats-Unis, mais contre les 19 pays de l'Alliance. C'est la première fois que la clause de solidarité de l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord est invoquée depuis sa création en 1949. Rapidement, Al-Qaïda et son chef Oussama Ben Laden sont désignés comme responsables. Un contingent d'américains débarque le 7 octobre 2001 en Afghanistan pour l'opération Enduring Freedom. Le 20 décembre 2001, la résolution 1386 de l'ONU est votée. Elle mandante officiellement une coalition internationale.

La Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS) est mise en place. La troisième guerre d'Afghanistan commence. Trois objectifs sont affichés : capturer Ben Laden, détruire les bases Al-Qaïda et renverser le régime taliban. Les deux derniers objectifs sont rapidement atteints.

GWOT : confusion volontaire des fins et des moyens

De la troisième guerre d'Afghanistan à celles d'Irak et de Libye (2011), ces opérations se démarquent des ripostes anti-terroristes et du contre-terrorisme traditionnels par des actions militaires de grande ampleur à l'étranger, non dénuées de visées stratégiques différentes de leurs objectifs initiaux. « *Guerre globale contre la terreur* » : étymologiquement, cette terminologie pose un problème de stricte logique formelle. Le terrorisme n'est pas une substance, mais un flux, sinon une technique – guerre du faible au fort – dont les *modus operandi* ne cessent de se transformer.

Peut-on faire la guerre à un flux ? Ne s'opposant pas à des États mais à des groupes non étatiques, la GWOT n'a pas de calendrier clairement établi et conduit inmanquablement à l'instauration d'un « *état d'exception permanent* ». Elle recourt parfois à des procédures étrangères au droit international et finit par imposer, sinon « *légaliser* » le concept de « *guerres préventives* » contre les États soupçonnés d'abriter des groupes terroristes et/ou susceptibles de leur fournir des « *armes de destruction massive* ». Dans une confusion volontairement établie entre ses finalités stratégiques et ses moyens tactiques, la GWOT combine la lutte directe, c'est-à-dire le démantèlement des cellules terroristes, la destruction des camps d'entraînement et la lutte indirecte. Cette dernière recouvre les enquêtes et les pressions sur les gouvernements, organisations et personnes soutenant les organisations terroristes et le gel des avoirs soupçonnés d'appartenir ou de servir à des groupes terroristes. Elle englobe aussi les aides financières aux pays participant à la lutte contre le terrorisme, les coopérations policière et judiciaire internationales ainsi que de la coopération entre services de renseignement. Sa dernière invention préconise une tentative de réorganisation politique des Proche et Moyen-Orient – le Grand Moyen-Orient – concocté par les idéologues néo-conservateurs de l'administration Bush. La deuxième guerre d'Irak aura été sa séquence la plus dévastatrice.

Le choix de l'instabilité constructive

La stratégie des États-Unis ne se résume pas à une traduction mécanique de ces éléments, mais de l'aveu même du président des États-Unis et de ses conseillers, ils permettent d'élaborer une « *vision globale* » et des « *lignes directrices* ». Le directeur exécutif du très influent Washington Institute for Near East Policy, Robert Satloff, a baptisé cette stratégie « *instabilité constructive* ». Il constate que la recherche de la stabilité des États de la région, qui fut, « *historiquement* », le trait dominant d'une politique proche-orientale des États-Unis, a abouti « *à des impasses* ». Cette remise en cause d'une politique étrangère privilégiant la « *stabilité* » des États du Proche et Moyen-Orient a été, certes, confortée par les attentats du 11 septembre 2001, mais son chantier était ouvert dix ans plus tôt, début 1991, dès la fin de la première guerre du Golfe. Les experts des officines néo-conservatrices, comme Paul Wolfowitz qui deviendra numéro deux du Pentagone, expliquent alors qu'il aurait fallu « *poursuivre la guerre de libération du Koweït jusqu'à Bagdad, pour démanteler un pays qui restera une menace pesant à la fois sur nos intérêts énergétiques et sur la sécurité d'Israël* ». Les attaques du 11-Septembre apporteront le meilleur argument aux adeptes de l'instabilité constructive, qui estiment que la menace terroriste est ancrée principalement dans certains États de la région, dont l'Irak, la Syrie et l'Iran. En « *déstabilisant* » ces trois États de « *l'Axe du mal* », la stratégie américaine « *révisée* » prétendait anéantir le terrorisme en changeant, par la force, la nature de leur régime.

Elle a produit le phénomène inverse : selon plusieurs rapports de l'administration américaine, la menace terroriste a été multipliée par six depuis l'intervention anglo-américaine en Irak. Mais pour nombre d'analystes américains, cette contre-performance est loin d'être une défaite et s'inscrit – au contraire – parfaitement dans la mise en œuvre de l'instabilité constructive.

GWOT : un bilan désastreux

L'utilisation optimale des attentats du 11-Septembre a fourni l'habillage médiatique idéal pour justifier les nouvelles priorités de la politique étrangère des États-Unis. En proclamant la priorité à la GWOT, à la chasse de ben Laden et de ses complices, « *les décideurs américains vont disposer du plus bel alibi historique à leur disposition depuis la fin de la Guerre froide* », explique un attaché militaire européen en poste à Washington : « *Au nom de la lutte anti-terroriste, ils vont opérer le redéploiement militaire américain le plus considérable depuis la fin de la Seconde guerre mondiale* ».

Directeur de l'IRIS, Pascal Boniface explique : « *Les Américains ont prôné le modèle du coup de pied dans la fourmilière, y compris par la guerre. Le bilan de celle d'Irak apparaît largement et globalement négatif. Les adversaires de cette politique estiment qu'ils peuvent être de l'extérieur un mouvement démocratique mais que celui-ci doit avant tout être le fruit d'un processus interne* ». En définitive, la guerre globale contre la terreur et son corollaire diplomatique – le Grand Moyen-Orient – auront sérieusement amplifié la menace qu'ils étaient censés circonscrire, sinon anéantir. Discreditant durablement les principes fondateurs des vieilles démocraties occidentales et leurs capacités à inspirer

l'avenir constitutionnel et politique de pays d'autres continents, les réponses aux attentats du 11 septembre 2001 auront aussi passablement consolidé la fabrication du « *choc des civilisations* ».

Richard Labévière,

Richard Labévière, Consultant international, Auteur de Vérités et mythologies du 11 septembre. Ed. Nouveau Monde

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=33376&frid=18&cid=18&fromval=1&seccatid=29>

Feurat Alani : « A Falluja, des bébés déformés naissent presque tous les jours ».

Falluja est dans toutes les mémoires.

Prise d'assaut en 2004 par les troupes américaines, la ville aux deux-cents mosquées est une ville martyre. Ses 300 000 habitants essuyèrent lors de l'assaut un feu dévastateur et peu conventionnel. Aujourd'hui, la population de Falluja est décimée par les cancers.

Canal+ diffuse demain soir dans Spécial Investigation à 22h45 « Irak : les enfants sacrifiés de Falluja », un reportage de Feurat Alani, que nous avons interviewé.

Al-Kanz : Pourquoi avoir réalisé un reportage sur Falluja ?

Feurat Alani : J'ai eu la chance d'être correspondant à Bagdad, en Irak, et dans la région, entre 2003 et 2007. A l'époque, un reportage sur les dissensions grandissantes entre certaines tribus et « Al-Qaïda en Mésopotamie » m'avait amené à Falluja. Et alors que je récoltais des témoignages dans la ville, des habitants venaient spontanément me voir pour me parler. Ils voulaient m'informer d'un phénomène qui à l'époque, je l'avoue, avait suscité des doutes dans mon esprit tellement les propos étaient incroyables.

On me disait : « le fils de mon voisin est né aveugle », « un tel à six doigts dans chaque main », ou pire encore, « certains bébés naîtraient avec deux têtes ». Face à ces propos, consternants, j'ai décidé de mener l'enquête, quelques années plus tard. Falluja est aussi la ville de mes parents.

Al-Kanz : Falluja est la ville des cancers. La situation est bien pire qu'à Hiroshima selon un expert britannique que vous avez rencontré. Comment l'expliquer ?

Feurat Alani : En 2004, Falluja a connu quelques batailles foudroyantes, notamment en novembre 2004, lorsque 15 000 soldats américains appuyés par l'aviation ont affronté 2 000 combattants irakiens, accompagnés de quelques dizaines de combattants étrangers. Résultats : la ville a été détruite à 80 %, bombardements et tirs de chars aidant. On soupçonne ces armes de contenir des matériaux très toxiques comme l'uranium et le phosphore blanc. Le premier, l'uranium, est un minerai exploité dans les centrales nucléaires. Il permet aux missiles de percer les blindages et les murs épais. Le second, le phosphore blanc, est officiellement utilisé pour éclairer les zones de combats et pour masquer la visibilité des troupes adverses. Or il a été utilisé directement contre des personnes. Le phosphore blanc est une arme barbare qui cause des brûlures très graves. L'air, le sol, l'eau de la ville de Falluja ont donc été contaminés sans que la communauté internationale s'en inquiète. Les habitants vivent depuis 2004 dans une ville toxique.

Al-Kanz : Pour vous le constat est clair. Les Etats-Unis ont utilisés des armes prohibées à Falluja. Vengeance, expérimentation, punition ? tout cela en même temps ?

Feurat Alani : Malheureusement, ce n'est pas aussi simple. Le phosphore blanc est autorisé par les conventions internationales lorsque son utilisation est défensive et hors de portée des zones civiles. Pourtant, il y avait des milliers d'habitants dans la ville pendant les combats et des rapports militaires évoquent son utilisation directe contre les combattants. Quant à l'uranium, il n'est pas clairement banni, ni mentionné dans la convention de Genève par exemple. Des avocats internationaux affirment que son usage relève du crime de guerre, mais il est difficile de monter un dossier tant le sujet est obscur.

Al-Kanz : Qu'avez-vous vu que vous aimeriez que plus personne n'ignore aujourd'hui ?

Feurat Alani : Qu'à Falluja des bébés déformés naissent presque tous les jours. Que la guerre en Irak n'était évidemment pas une guerre propre. Les « frappes chirurgicales » vantées par l'administration Bush et de manière générale par les belligérants dans les guerres modernes causent beaucoup de dommages collatéraux irréversibles. Il faut savoir qu'une partie des déchets radioactifs dans les usines nucléaires, dont le stockage coûte très cher, est recyclée dans les missiles, obus et autres munitions sans que personne dans les plus hautes sphères ne le condamne. Que la « démocratie » en Irak a un autre visage.

Al-Kanz : On apprend que l'on recommande aux habitants de Falluja qui tente de se reconstruire de cesser d'avoir des enfants. C'est terrible.

Feurat Alani : Oui, c'est une phrase choquante et qu'une femme qui souhaiterait avoir des enfants n'aimerait jamais entendre. C'est terrible et injuste dans un pays où la fondation d'une famille est le dernier rempart contre la guerre vécue au quotidien.

Al-Kanz : Quel avenir pour Falluja ?

Feurat Alani : Falluja a besoin d'une enquête internationale, peut être encadrée par l'OMS, pour permettre aux médecins d'être informés et formés. Les hôpitaux manquent de personnels qualifiés et de matériels pour gérer ce phénomène. Il faut aussi que la population soit informée et éduquée. Les habitants de Falluja doivent-ils quitter la ville ? Peut-on la nettoyer ? Si ces simples questions ne sont pas prises en compte, l'avenir de Falluja risque d'être sombre. Des générations d'enfants seront sacrifiées

Feurat Alani

<http://www.al-kanz.org/2011/10/30/falluja/>

Ramzy Baroud : La guerre d'Irak est finie, mais ...le parti de la guerre persiste...

Dans une déclaration faite à la Maison-Blanche le 21 octobre, le président US Barak Obama a promis que son pays retirerait enfin son armée d'Irak.

« Après quelque neuf années, la guerre menée par les USA en Irak sera terminée » dit-il.

Plaçant l'annonce faite par Obama dans son contexte, *CBSNews.com* disait dans un article publié le même jour : « la guerre d'Irak a entraîné la mort de plus de 4400 soldats étasuniens et a coûté plus de 700 milliards de dollars. »

Les médias US abordent maintenant uniquement les pertes subies par les USA, eux qui ont semé la guerre et la destruction dans un pays qui avait un besoin urgent de paix et d'aide humanitaire. Pendant les dix années qui ont précédé la guerre, l'Irak pliait sous le poids des sanctions imposées par les Nations unies sous l'impulsion des USA, sanctions qui ont laissé l'infrastructure du pays au bord de l'effondrement.

Dans son introduction à l'important livre de Ramsey Clark, *The Impact of Sanctions on Iraq : The Children Are Dying* (Impact des sanctions sur l'Irak : les enfants meurent), Sara Flounders écrivait "les sanctions sont une arme de destruction massive".

Depuis le début des sanctions frappant l'Irak, un demi-million d'enfants de moins de cinq ans sont morts de malnutrition et de maladies évitables. Les sanctions provoquent une famine artificielle. Un tiers des enfants irakiens survivants aujourd'hui souffrent de retards de croissance et de carences nutritionnelles qui déformeront leur courte vie ».

En 1999, j'ai été le témoin direct de l'impact des sanctions sur les enfants irakiens. Je suis rentré de ce pays avec des montagnes de photos et des souvenirs qui me hantent jusqu'ici. Curieusement, ce ne sont pas les sanctions en tant que « armes de destruction massive » qui ont inspiré la fin du siège, mais les prétendues armes de destruction massive (ADM) irakiennes qui ont attiré un autre désastre pour un pays déjà dévasté.

Il faudra peut-être des années pour véritablement comprendre l'ampleur de ce que l'on a appris depuis sur l'Irak. La mort et la destruction ont plané sur le pays tuant et blessant des centaines de milliers de personnes ; elles en ont envoyé des millions en exil tandis que des millions supplémentaires ont été classés par les organismes des Nations unies comme des personnes intérieurement déplacées (IDP). Ce fut un spectacle épouvantable que l'on ne peut pas décrire avec le langage de la raison, mais qui a été le quotidien de millions de personnes ordinaires, abominablement punies pour un crime qu'elles n'avaient jamais commis.

Les derniers soldats US quitteront le pays le 1er janvier « la tête haute, fiers de leur succès », selon Obama. C'est ce même président qui dans un discours au Caire déclarait le 4 juin 2009 que « à l'encontre de l'Afghanistan, la guerre en Irak a été le fruit d'un choix ». Y a-t-il de quoi être fier d'une guerre dévastatrice choisie, M. le président ?

S'adressant à la chambre des représentants US le 18 janvier 2007, celui qui est maintenant candidat républicain à la présidence, Ron Paul, a très bien dit que le soutien aux soldats a pour but de "nous faire oublier l'échec de nos politiques, politiques promues par des intérêts spéciaux puissants qui profitent de la guerre. Tout est fait pour détourner le débat des véritables raisons de la guerre en Irak et cela n'est pas sur le point de se terminer".

Mais la guerre se termine parce qu'elle ne pouvait pas être gagnée du point de vue militaire, qu'elle était financièrement inabordable et politiquement indéfendable. « Le soutien aux troupes » continuera toutefois à servir de dérobade à ceux qui refusent toujours de discuter de la guerre en Irak d'un point de vue moral et légal. Pour eux, il est essentiel que le camouflage se poursuive, afin de ne pas priver les USA de l'occasion de pousser à d'autres guerres par choix chaque fois que cela leur conviendra.

Dans une conférence de presse tenue peu après qu'Obama eut annoncé la fin de la guerre, Antony Blinken, conseiller à la sécurité nationale auprès du vice-président Joe Biden, a répondu à quelqu'un qui demandait si la guerre en valait la peine : « ce sera à l'histoire d'en juger ».

Pourtant, les Irakiens n'ont pas besoin d'attendre les livres d'histoire étasuniens pour connaître l'ampleur de leur tragédie. L'enquête du *Lancet* avait déjà conclu que de mars 2003 à juin 2006, 601.027 Irakiens avaient connu une mort violente. Une étude du bureau de sondage *Opinion Research Business* révèle que de mars 2003 à août 2007, 1.033.000 irakiens sont morts des suites du conflit. Lors d'une seule de ses révélations, WikiLeaks a dit que « les quelque 400.000 dossiers secrets US diffusés sur l'Irak ont montré qu'il y avait 15.000 décès de civils irakiens de plus qu'on ne l'avait pensé » (Reuters, 24 octobre 2010).

Tout aussi important est le fait que la violence de ceux qui insistent pour partir en guerre afin de favoriser les intérêts US - plutôt que d'avoir recours à la diplomatie - est toujours profondément enracinée chez les élites étasuniennes. Depuis Washington, Jim Lobe écrivait « les principaux néoconservateurs et les autres faucons de droite qui ont prôné l'invasion US de l'Irak en 2003 réclament des frappes militaires contre l'Iran en représailles pour le prétendu contrat d'assassinat sur la personne de l'ambassadeur saoudien aux USA » (*Asia Times*, 19 octobre).

Dans son blogue sur le site de *Foreign Policy*, Dalia Dassa Kaye écrivait le 21 octobre : « la rhétorique martiale de faucons invétérés était prévisible. Même le président Obama a laissé entendre que les USA n'écarteraient "aucune des options possibles", expression qui suppose que les options militaires sont envisageables. »

Le battage en faveur d'un nouveau conflit s'est intensifié lors de la première visite que le secrétaire de la défense US, Léon Panetta, a faite en Irak le 1er juillet. Il a dit que son pays « agira unilatéralement » pour confronter ce qu'il a appelé les menaces iraniennes contre les intérêts US en Irak. Les USA étaient « très inquiets au sujet de l'Iran et des armes que celui-ci fournit aux extrémistes ici en Irak » a-t-il dit selon Al-Jazeera (11 juillet).

Il ne sera pas facile de concilier les observations de Panetta avec l'annonce de la fin de la guerre faite par Obama dans laquelle il a dit que « les Irakiens ont pris l'entière responsabilité de la sécurité de leur pays » et que « la relation entre les USA et l'Irak sera celle de pays souverains, formant une association sur un pied d'égalité, fondée sur l'intérêt mutuel et le respect mutuel ».

Rien n'indique que les néoconservateurs changeront d'opinion. Leur appétit pour un conflit est partagé par les élites influentes de Washington qui continuent à diffuser effrontément que la guerre US a été bénéfique pour la société irakienne, malgré toutes les preuves contraires.

USF-Iraq.com, site Web officiel des forces US en Irak, porte la déclaration ci-après sous le signet *The New Face of Iraq* (le nouveau visage de l'Irak) : « la nation irakienne a subi des changements politiques économiques et sociaux radicaux depuis la chute du régime de Saddam Hussein. Des officiels élus sont maintenant au pouvoir et encadrent le développement constant de la sécurité, de l'infrastructure, de l'éducation et des finances. »

Forts de cet apparent « succès », les néoconservateurs peuvent toujours plaider en faveur d'une autre intervention militaire ou d'une invasion à grande échelle chaque fois que l'occasion se présentera et que l'opération sera envisageable.

« La marée de la guerre descend » dit Obama. Nous avons de gros doutes.

Ramzy Baroud (<http://www.ramzybaroud.net>) est un journaliste international et le directeur du site PalestineChronicle.com. Son dernier livre, *Mon père était un combattant de la liberté : L'histoire vraie de Gaza* (Pluto Press, London), peut être acheté sur Amazon.com.

25 octobre 2011 - Cet article peut être consulté dans l'original anglais ici : <http://palestinechronicle.com/view...>

Ramzy Baroud

2 novembre

Traduction : Anne-Marie Goossens

Afghana : Germe d'une nouvelle guerre avec le Koweït.

Les forces de répression du régime Maliki sont parvenues, cette fois, à circonscrire en partie l'expression publique du mécontentement populaire à Bagdad. Mais, le feu couve toujours sous la braise.

D'autres revendications s'ajoutent à l'éradication de la corruption, à la remise en état des services publics et au départ des troupes d'occupation.

A Faloujah, Ramadi, Hilla, Bassora, quelques milliers de manifestants demandaient à l'ONU de stopper les ingérences iraniennes et turques au Kurdistan et d'interdire la construction d'un terminal pétrolier sur l'île koweïtienne de Boudiyane. Ce projet démentiel porte en lui les germes d'une nouvelle guerre, sa finalisation aurait pour effet d'obstruer l'accès de l'Irak au Golfe arabe, et permettrait aux Koweïtiens de prélever un droit de passage sur les navires livrant des marchandises au port irakien de Fao. A Bagdad, place Tahrir, le cheikh Farouk Mohammadawi, président du Rassemblement des tribus du Sud et du Moyen-Euphrate, a résumé le sentiment profond de la population en déclarant être venu « pour renverser le gouvernement et réformer le système politique ».

afghana : «Elle [la stratégie américaine] a produit le phénomène inverse : selon plusieurs rapports de l'administration américaine, la menace terroriste a été multipliée par six depuis l'intervention anglo-américaine en Irak. Mais pour nombre d'analystes américain, cette contre-performance est loin d'être une défaite et s'inscrit – au contraire – parfaitement dans la mise en œuvre de l'instabilité constructive.»

Article paru dans Afrique Asie sous le titre : **Bagdad redouble de colère le vendredi**

Texte publié dans la brochure de l'IRIS "Dix ans de guerre de l'information en Afghanistan"

http://www.afghana.org/1015/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=31

(ou <http://csotan.org/pdf/574.pdf>)

Lorientlejour : Avertissement implicite de Clinton à l'Iran: Pas d'intervention en Irak.

La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, a implicitement averti l'Iran samedi de ne pas chercher à intervenir dans les affaires irakiennes, au lendemain de la confirmation par le président Barack Obama du retrait militaire américain d'Irak à la fin de l'année.

"Au moment où nous ouvrons ce nouveau chapitre des relations avec un Irak souverain, nous disons aux Irakiens: l'Amérique est à vos côtés au moment où vous faites un nouveau pas sur le chemin pour assurer votre démocratie", a déclaré à Douchanbé la chef de la diplomatie américaine, en visite au Tadjikistan.

"Et aux pays de la région, particulièrement aux voisins de l'Irak, nous tenons à souligner que l'Amérique se tiendra aux côtés de ses alliés et amis, Irak compris, pour défendre notre sécurité et nos intérêts communs".

"Nous maintiendrons une présence robuste dans la région, ce qui est la preuve de notre engagement qui se poursuit pour l'Irak et l'avenir de cette région, qui recèle tant d'espoirs et doit être préservée d'influences extérieures pour poursuivre sa voie vers la démocratie," a-t-elle conclu.

Le président Obama a confirmé vendredi le retrait des quelque 39.000 soldats américains encore stationnés en Irak d'ici à la fin de l'année, une décision critiquée par la droite américaine qui estime qu'elle va accroître l'influence iranienne dans ce pays.

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a estimé que cette confirmation était "une bonne chose", dans une interview à la chaîne américaine CNN, mais qu'elle aurait du intervenir "depuis longtemps".

Téhéran a pris une position très mesurée lors de l'intervention américaine de 2003 qui l'a débarrassé du régime de Saddam Hussein, son principal ennemi, et a amené au pouvoir la majorité chiite du pays, mais a ensuite très vite réclamé le départ des troupes américaines accusées de constituer un facteur de tension dans la région.

22/10/2011

http://www.lorientlejour.com/category/Derni%C3%A8res+Infos/article/728343/Avertissement_implicite_de_Clinton_a_l_Iran%3A_Pas_d_intervention_en_Irak.html

2 Dommages Collatéraux... le Pentagone prolonge.

Alex Lantier : Un câble publié par WikiLeaks confirme les rapports sur le massacre américain de civils irakiens

Un câble non classifié du Département d'Etat américain et récemment publié par le site Internet WikiLeaks confirme les rapports d'un massacre en 2006 de civils, dont des femmes et de jeunes enfants dans le district d'Ishaqi en Irak.

Le massacre avait d'abord été rapporté dans les médias occidentaux en 2006 par Matthew Schofield du journal Knight Ridder (racheté par la suite par McClatchy News). Knight Ridder avait cité des rapports de médecins et d'enquêteurs irakiens faits au Joint Coordination Center basé à Tikrit - un bureau de la sécurité irakienne mis en place avec l'aide de l'armée américaine et dont le personnel est composé d'officiers de police irakiens formés par les Etats-Unis.

Le colonel Fadhil Muhammed Khalaf, chef adjoint au Centre de Coordination jointe, a écrit : « A [14 heures 30] le 15/3/2006, selon une communication par télégramme de la direction de la police d'Ishaqi, des forces américaines ont utilisé des

hélicoptères pour faire descendre des troupes sur la maison de Faiz Harat Khalaf située dans le village Abu Sifa dans le district d'Ishaqi. Les forces américaines ont rassemblé les membres de la famille dans une pièce et ont exécuté 11 personnes, dont cinq enfants, 4 femmes et 2 hommes, puis elles ont bombardé la maison, brûlé trois véhicules et tué leurs animaux. » A l'époque, l'armée avait nié les rapports de McClatchy et de la police formée par les Etats-Unis, affirmant que cinq Irakiens avaient été tués lors d'un raid réussi contre des forces insurrectionnelles sunnites. Un porte-parole du Pentagone, le major américain Tim Keefe, a dit : « Nous sommes préoccupés d'entendre des accusations de la sorte, mais c'est tout à fait invraisemblable qu'elles soient vraies. [les forces américaines] prennent toutes les précautions pour tenir les civils en dehors des zones à risque. »

De telles affirmations manquaient totalement de crédibilité étant donné que des rapports et des images en provenance d'Ishaqi montraient le meurtre ressemblant à une exécution d'une vieille femme et d'un bébé de moins d'un an. Les responsables américains ont reconnu plus tard que plus de cinq Irakiens avaient été tués à Ishaqi.

Le câble de l'ambassade américaine de Genève publié dernièrement par WikiLeaks relate les conclusions de mars 2006 d'une enquête de Philip Alston, rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires. Les conclusions d'Alston concordent avec celles de la police irakienne et de Knight Ridder.

Après avoir essuyé des coups de feu aux alentours de la maison, selon Alston, des « troupes [américaines] sont entrées dans la maison, ont menotté tous les occupants et les ont tous exécutés. Après l'intervention initiale de la Force multinationale (MNF) [c'est-à-dire la coalition américaine], un raid aérien a suivi qui a détruit la maison. Des reportages faits sur place par des stations de télévision irakiennes ont montré les corps des victimes (c'est-à-dire, cinq enfants et quatre femmes) à la morgue de Tikrit. Les autopsies pratiquées à l'hôpital de la morgue de Tikrit ont révélé que tous les corps portaient des traces de balles dans la tête et étaient menottés. »

Le câble souligne qu'« au moins 10 personnes, à savoir M. Faiz Hratt Khalaf (28 ans), sa femme Sumay'ya Abdul Kazzaq Khuthar (24 ans), leurs trois enfants Hawra'a (5 ans), Aisha (3 ans) et Husam (5 mois), la mère de Faiz, Mme Turkiya Majeed Ali (74 ans), la soeur de Faiz (nom inconnu), les nièces de Faiz, Asma'a Yousif Ma'arouf (5 ans) et Usama Yousif Ma'arouf (3 ans), ainsi qu'une parente en visite, Mme Iqtisad Hameed Mehdi (23 ans), ont été tués durant le raid. »

Contacté par la semaine passée par McClatchy, Alston - qui est à présent professeur à l'université de New York - a dit que les responsables américains avaient ignoré son rapport sur le massacre d'Ishaqi : « La tragédie est que ce système sophistiqué de communication est en place mais le Conseil des droits de l'homme des Nations unies ne fait rien pour suivre l'affaire lorsque les Etats ignorent les questions portées à leur attention. »

Cette réaction n'est pas non plus inhabituelle. Selon Alston, une absence de réponse des responsables américains « a été le cas en ce qui concerne la plupart des lettres adressées aux Etats-Unis durant la période 2006-2007. »

Cette période, qui a été celle de la « montée en puissance » américaine (« surge ») des troupes en Irak et de la tolérance des meurtres par des escadrons de la mort sectaires, a été l'une des plus brutales de ces neuf années d'occupation américaine de l'Irak. Les responsables américains avaient tout particulièrement à coeur de mettre un terme aux enquêtes sur les exécutions américaines de masse de civils irakiens en raison de l'indignation massive en Irak après le meurtre de 24 civils à Haditha en novembre 2005.

L'armée américaine a refusé de mener toute nouvelle enquête sur le massacre d'Ishaqi et le premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, a déclaré qu'il n'était pas en mesure d'enquêter pleinement sur les meurtres s'il n'avait pas d'informations supplémentaires du gouvernement américain.

Le porte-parole du Pentagone, le lieutenant-colonel James Gregory, a dit au *Guardian* : « L'incident avait fait l'objet d'une enquête correctement menée à l'époque et aucune information nouvelle n'est apparue. »

La seule conclusion que l'on puisse tirer de la déclaration de Gregory est que le Pentagone n'attache aucune importance au meurtre de civils irakiens et qu'il a l'intention de continuer à publier de faux dénis sur la responsabilité américaine du massacre.

Si l'enquête américaine initiale de 2006 avait en effet eu accès à l'information contenue dans le rapport d'Alston, alors l'enquête était de toute évidence un camouflage. Elle n'a pas publié les conclusions d'Alston mais a conclu que les troupes américaines avaient eu recours à « la force appropriée ». En qualifiant ceci d'enquête « correcte », le Pentagone manifeste son souhait de continuer à dissimuler l'événement afin d'éviter de susciter une plus grande opposition populaire à la guerre, à la fois aux Etats-Unis et en Irak même.

Les nouveaux rapports sur le massacre d'Ishaqi ont déjà provoqué une controverse au sein du régime irakien qui est en train de négocier un accord avec l'impérialisme américain afin de maintenir des bases militaires permanentes en Irak après la date butoir purement nominale du 31 décembre pour le départ des troupes américaines du pays. Le Pentagone exige que les troupes américaines bénéficient d'une immunité légale pour leur comportement en Irak après le 31 décembre.

Une telle immunité permettrait aux troupes américaines de tuer des civils irakiens sans avoir de comptes à rendre à quiconque. Ces exigences attisent la colère populaire et l'opposition en Irak.

Amman Yousif, président du conseil de la province de Salahuddin (où est situé Ishaqi), a dit que les responsables locaux « rejettent l'extension ou l'existence de troupes américaines à Salahuddin. [les troupes américaines] n'ont jamais présenté leurs excuses. Nous voulons qu'elles s'excusent, qu'elles dédommagent les familles des victimes et qu'elles se retirent d'Irak. » (Article original paru le 6 septembre 2011)

Alex Lantier

14 septembre 2011

<http://www.wsws.org/francais/News/2011/sep2011/wili-s14.shtml>

a) des collaborateurs Irakiens

Maliki

Maliki à Washington le 12 décembre...

Le Premier ministre Nouri al-Maliki sera reçu à Washington le 12 décembre, au moment où les derniers soldats américains présents dans ce pays **s'approprient à regagner les États-Unis**, a annoncé aujourd'hui la Maison Blanche. "Les deux dirigeants discuteront de l'approfondissement du partenariat stratégique entre les États-Unis et l'**Irak**", a indiqué la présidence américaine dans un communiqué.

Le principe de cette visite avait déjà été révélé par le président **Barack Obama** lui-même le 21 octobre lorsqu'il avait annoncé le retrait des derniers soldats américains encore stationnés en Irak d'ici à la fin de l'année. Mais la date de la visite n'était pas connue. "Le président salue le sacrifice et la réussite du peuple irakien et de tous ceux qui ont servi en Irak afin de parvenir à ce moment riche de promesses pour une amitié durable entre les États-Unis et l'Irak", a indiqué la Maison Blanche. La "grande majorité" des quelque 34.000 militaires américains encore présents en Irak aura quitté le pays d'ici à la mi-décembre, après près de neuf années d'intervention, a affirmé jeudi le commandant adjoint des troupes américaines en Irak, le général Thomas Spoehr.

Alors que les deux pays envisageaient le maintien d'un petit contingent américain afin de former l'armée irakienne, M. Obama s'est résolu à retirer tous ses soldats après l'échec de discussions avec M. Maliki sur le statut juridique des troupes américaines après 2011. Washington exigeait une immunité totale pour ses militaires, les mettant à l'abri de toute poursuite judiciaire en Irak, ce que Bagdad refusait. Critiqué par son opposition républicaine, Barack Obama s'est défendu d'abandonner l'Irak. La secrétaire d'Etat Hillary Clinton a prévenu l'Irak que le retrait militaire américain ne signifiait en aucun cas le désengagement des États-Unis de la région.

Publié le 04/11/2011

AFP

RIA Novosti : Pétrole: l'Irak pourrait sanctionner l'Américain ExxonMobil

L'Irak pourrait sanctionner le géant pétrolier américain ExxonMobil, qui a récemment conclu plusieurs accords avec le Kurdistan irakien, rapportent les médias internationaux citant le vice-premier ministre irakien Hussein al-Chahristani.

"Les autorités irakiennes évoquent des sanctions", a indiqué le responsable.

En effet, ExxonMobil avait auparavant conclu plusieurs contrats d'exploration pétrolière avec la région autonome irakienne du Kurdistan, qui a plusieurs divergences avec l'Irak, notamment dans le domaine de la production de pétrole. Bagdad a riposté en déclarant que la société américaine pourrait perdre son droit d'exploitation du champ pétrolier irakien de Qurna-Ouest.

L'accord sur l'exploitation de Qurna-Ouest a été signé début 2010 par ExxonMobil, la société anglo-hollandaise Royal Dutch Shell et l'Irakien Oil Exploration Company of Iraq. Les réserves pétrolières de ce champ sont estimées à 8,7 milliards de barils.

L'Irak a déjà refusé de reconnaître des dizaines de contrats signés par le Kurdistan avec des entreprises énergétiques internationales, affirmant que les questions d'exportation de pétrole et de gaz devaient être réglées uniquement par les autorités centrales.

22 novembre –

RIA Novosti

c) Sur le terrain

La formation des policiers critiquée.

Le programme américain de formation de la police irakienne présente de nombreuses lacunes et ne bénéficie pas du soutien du gouvernement irakien, déplore un rapport du bureau de l'inspecteur général spécial pour la reconstruction de l'**Irak** (SIGIR) publié aujourd'hui.

Le Département d'Etat américain, en charge depuis octobre 2011 de la formation de la police irakienne au moment où l'armée américaine achève son retrait d'Irak, n'a pas établi d'évaluations détaillées ni d'objectifs quantifiables, et leur absence risque de transformer ce programme en "puits sans fond pour les dollars américains", a critiqué cet observatoire américain dans ce rapport d'une cinquantaine de pages. Selon une estimation de 2010 du ministère américain de la Défense citée dans le rapport, la police irakienne comptait 412.000 membres. Les États-Unis estiment avoir dépensé "depuis 2003 environ 8 milliards de dollars à former, recruter et équiper les forces de police irakiennes afin de maintenir l'ordre public et priver les terroristes de refuge en Irak". Le SIGIR déplore aussi que parmi les fonds attribués au programme, seule une petite partie (12%) soit apparemment réellement dédiée au programme de formation de la police, le reste servant à couvrir l'entretien et le transport des formateurs en Irak.

Il critique également l'absence d'"engagement écrit du gouvernement irakien" à soutenir le programme. Les documents devant détailler les coûts et la participation irakienne n'ont pas encore été rédigés, signale-t-il. Or, "le SIGIR a souligné qu'une collaboration étroite avec le gouvernement irakien est indispensable pour le succès à long terme du programme et pour éviter le gaspillage de fonds américains", relève le rapport. Les auteurs appellent les responsables américains à signer "un accord écrit avec le gouvernement irakien sur le rôle et les devoirs de l'Irak" dans ce programme, y compris d'un point de vue budgétaire. Si un tel document ne peut être obtenu, ils recommandent de déterminer dans quelle mesure le programme de formation de la police doit "être modifié".

Ce rapport est publié alors que Washington vient de confirmer qu'il procédera **au retrait complet des quelque 39.000**

militaires américains encore déployés sur le sol irakien. Cette annonce suscite des craintes de regain d'instabilité dans le pays, où les actes de violence, visant notamment la police, demeurent quotidiens.

24/10/

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/10/24/97001-20111024FILWWW00458-irakla-formation-des-policiers-critiquee.php>

b) Des occupants

Usa

Irib : Leon Panetta: les GI's doivent se voir garantir une totale immunité, en Irak.

Leon Panetta, le secrétaire américain à la Défense, a exigé que les troupes américaines se voient garantir une totale immunité. Les militaires employés par des officines privées, en Irak, ont perdu cette immunité, en 2007, après le massacre de 17 Irakiens par les gardes de sécurité de la compagnie américaine "Blackwater". Panetta tient ces propos, alors que certains politiciens irakiens se sont accordés sur la prolongation de la mission de certains militaires américains, en Irak, chargés de former l'armée et les forces de sécurité irakiennes.

10/10/2011

Irib

Politique intérieure & extérieure

Manlio Dinucci : War Tour : départs et arrivées.

Après ce qui apparaît comme une défaite en Irak, Washington a dû renoncer aux bases militaires qu'il y avait construites à grand frais, et doit se repositionner au Proche-Orient.

De toute urgence, il doit mobiliser ses alliés et les armer pour empêcher la formation d'un bloc régional **Iran/Irak/Syrie/Liban capable de lui résister.**

Tandis qu'une campagne médiatique anti-iranienne et anti-syrienne accapare l'attention de l'opinion publique internationale, Washington déplace ses troupes et prépare de nouvelles guerres.

Réseau Voltaire | Rome (Italie) | 9 novembre 2011

Au Pentagone, on l'appelle « *repositioning* », repositionnement de forces militaires. C'est le grand Tour de la guerre, dont les localités préférées sont en Asie et en Afrique. En partance d'Irak : les troupes US. Immanuel Wallerstein qualifie ce départ de « *défaite comparable à celle subie au Vietnam* », parce que les « *dirigeants politiques irakiens ont contraint les États-Unis à retirer leurs troupes* » et « *le retrait a été une victoire pour le nationalisme irakien* ». Selon lui, après deux guerres, l'embargo et huit années d'occupation qui ont provoqué des millions de morts et d'énormes destructions, l'Irak sort plus fort et indépendant, puisqu'il arrive à imposer sa volonté à la plus grande puissance mondiale.

Pendant l'occupation, la CIA et le Département d'État ont travaillé en profondeur pour « *une solution politique en Irak fondée sur le fédéralisme* », selon l'amendement qu'a fait passer au Sénat, en 2007,

l'actuel vice-président Joe Biden. Il prévoit « *la décentralisation de l'Irak en trois régions semi-autonomes : kurde, sunnite et chiïte* », avec un « *gouvernement central limité à Bagdad* ».

La « *décentralisation* », qui est en réalité ici la désagrégation de l'État unitaire, est déjà en acte dans le secteur énergétique, avec des pouvoirs locaux qui passent des accords directs avec les multinationales,

parmi lesquelles dominent les étasuniennes. Et les troupes US qui quittent l'Irak ne rentrent pas à la maison, mais sont en grande partie « *repositionnées* » dans d'autres pays du Golfe, où les États-Unis ont déjà un contingent de 40 000 hommes, dont 23 000 au Koweït, soutenu par de puissances forces navales et aériennes. De plus, dans les Émirats arabes unis est en train de naître une armée secrète à disposition du Pentagone et de la CIA. « *Cette robuste présence militaire dans toute la région prouve que notre engagement envers l'Irak continue* », assure Hillary Clinton.

Le plan prévoit de potentialiser militairement les monarchies de la région, en créant une sorte d'« *OTAN du Golfe* ». Et de s'en servir aussi en Afrique, comme il est déjà advenu avec la participation du Qatar et des Émirats dans la guerre de Libye, tandis que des troupes irakiennes participeront en 2012 en Jordanie à la manœuvre régionale anti-guérilla *Eager Lion*.

C'est la nouvelle façon de faire la guerre —soutient-on à Washington— testée par l'opération en Libye, qui a montré comment, sans envoyer de troupes ni subir de pertes, « *les dirigeants de certaines puissances de moyenne grandeur peuvent être renversés à distance* », en utilisant des armes aériennes et navales et en faisant assumer le poids le plus important aux alliés.

Parmi ceux-ci les nouveaux dirigeants libyens qui, selon des sources fiables, ont proposé à l'OTAN de créer en Libye une grande base militaire permanente. Le plan, décidé en réalité à Washington, prévoit la présence de 15 à 20 000 militaires, dont 12 000 européens, avec de considérables forces aériennes et navales. Essentielles pour la « *sécurité intérieure* » et à disposition pour d'autres guerres contre l'Iran et la Syrie.

Uri Avnery s'en trouvera content, lui qui a « *béni* » la guerre de l'OTAN en Libye, en soutenant cependant que « *la Libye s'est libérée seule* ». Et Farid Adly, persuadé que « *le drapeau du roi Idris, celui de l'indépendance, n'est pas un symptôme de retour au passé* », sera satisfait de le voir flotter sur une nouvelle grande base étrangère, qui remplacera celle de *Wheelus Field* concédée aux USA par le « *souverain éclairé* » Idris, mais fermée par le « *tyrannique* » Kadhafi.

Manlio Dinucci

Traduction Marie-Ange Patrizio

Source : [Il Manifesto \(Italie\)](#)

Irak, Afghanistan: 30 Mds\$ gaspillés.

Une gestion hasardeuse des contrats passés par le Pentagone dans le cadre des conflits en Irak et en Afghanistan, avec les sociétés de sécurité privées par exemple, a entraîné un gaspillage de 30 milliards de dollars, affirme une commission d'enquête du Congrès américain. En outre, ces erreurs de gestion ont miné l'image des États-Unis à l'étranger et encouragé la corruption dans ces deux pays, indique la commission sur les contrats en temps de guerre, où figurent des républicains comme des démocrates, qui remettra un rapport sur la question mercredi au Congrès.

"Des dizaines de milliards de dollars du contribuable ont été gaspillés en raison d'un manque de planification, de demandes imprécises et fluctuantes, de mises en concurrence inadaptées, de critères insuffisants de contrôle et de surveillance", indiquent les deux coprésidents de la commission, Christopher Shays et Michael Thibault, dans une tribune publiée dimanche dans le Washington Post. Les deux hommes évoquent également des problèmes de coordination entre les nombreuses agences gouvernementales américaines mais aussi les comportements fautifs ou négligents d'employés fédéraux comme des contractants. "Le gouvernement et les contractants doivent faire mieux", disent-ils.

L'armée américaine s'est énormément appuyée sur les contractants tiers, en particulier les sociétés de sécurité privées, au cours de la dernière décennie. "Les États-Unis dépendent trop des contractants", estiment MM. Shays et Thibault, prévenant que 30 autres milliards de dollars, voire plus, pourraient être gaspillés si les gouvernements afghan et irakien "ne sont pas capables ou ne veulent pas soutenir les projets financés par des fonds américains après la fin de nos interventions".

29/08

AFP

Perte de milliards de dollars des contribuables américains, en Irak.

40 milliards de dollars, transférés, par l'armée américaine, en Irak, ont été perdus. Selon un rapport, mercredi, de PressTV, cette grosse somme a été perdue, avant même d'être transférée à la Banque centrale irakienne. Selon ce rapport, cet argent était transporté, par avion, secrètement, depuis New York, pour la reconstruction de l'Irak. Après des années d'enquête, les responsables américains et irakiens ne sont pas arrivés à un résultat concret. Ce, alors que le Congrès américain n'était pas informé de ce transfèrement.

27/10/2011

Irib

Prisons, exactions & torture

lejdd.fr : Les États-Unis à la torture.

Un des prisonniers d'Abou Ghraïb, Saddam Saleh, montre les images de son calvaire. (Reuters)

Un agent des forces spéciales qui a été, à des fins d'entraînement, soumis au supplice de la baignoire en témoigne.

La sensation est atroce, celle d'une noyade, assurément un vrai acte de torture.

"Pas du tout, modère un responsable de la CIA, elle a été approuvée par le Président et par la communauté juridique américaine."

Après le 11- Septembre, les États-Unis se sont lancés dans deux guerres, en Afghanistan et en Irak, misant avant tout sur le renseignement. Elles ont conduit tout droit au camp de Guantánamo et à la prison d'Abou Ghraïb. La démocratie américaine, au mépris de sa Constitution, des règles de droit international, des conventions de Genève – fondements du droit humanitaire –, a systématisé l'usage de la torture.

Dans son remarquable documentaire *Torture made in USA*, Marie-Monique Robin retrace la genèse de cette dramatique démission de la civilisation et dévoile les manipulations de Bush et de son équipe pour faire passer l'inacceptable. Parce que la journaliste avait déjà commis en 2004 un travail remarqué sur les Escadrons de la mort, l'école française* – où elle avait exposé comment des militaires français, forts de leur "expérience" algérienne, étaient devenus les spécialistes de méthodes enseignées aux dictateurs Sud-Américains –, elle a pu, sans être suspectée d'antiaméricanisme primaire, approcher des témoins essentiels. Ces interviews exclusives, mêlées à des archives filmées inédites d'auditions parlementaires conduites par des commissions du Congrès, montrent comment, à travers manœuvres et mensonges, s'est mise en place cette dérive.

"Intensité d'une blessure physique sévère"

Le vice-président Dick Cheney l'avait annoncé dès le 16 septembre 2001: "Nous devons libérer de toute contrainte les services de renseignements pour qu'ils puissent conduire leur mission." Il va s'appuyer sur une armée de juristes pour torde les lois, faisant requalifier la torture comme "intensité d'une blessure physique sévère", ce qui laisse bien des latitudes. Dans un mémo approuvé par Bush et retiré de la circulation après Abou Ghraïb, sont même détaillées trois catégories de techniques inspirées d'un programme détourné de son objectif. Il visait à l'origine à entraîner l'élite des officiers américains à résister à la torture.

En connaisseurs, les militaires ne sont pas dupes: elle est inefficace et les trois armes se sont unanimement prononcées contre son usage. Elle fait avouer tout et n'importe quoi et peut se retourner contre les troupes américaines elles-mêmes. Son efficacité ne vaut qu'à Hollywood, explique Larry Wilkerson, chef de cabinet du ministre de la Défense Colin Powell. Faisant allusion à des séries comme *24 Heures*, où Jack Bauer se livre à chaque épisode à des actes de torture pour sauver le monde, il souligne "le grotesque de l'argument". Cela suppose qu'on "peut obtenir le bon renseignement au bon moment"... Mais on ne se débarrasse pas facilement de la torture une fois installée dans les pratiques et les consciences. Obama, malgré ses promesses, n'a pas fermé Guantánamo et a assuré l'impunité à l'administration Bush. Au-delà du cas américain, Marie-Monique Robin espère attirer l'attention sur la portée universelle de son film. "À un problème politique, explique-t-elle, il faut une réponse politique. Une solution strictement militaire dans un cas comme celui-là ne peut que s'enliser inévitablement dans la torture.

Et le premier résultat, c'est de produire de nouveaux terroristes."

<http://www.lejdd.fr/Medias/Television/Actualite/Torture-made-in-USA-documentaire-sur-Arte-332653/?from=cover>

4 Les alliés (des Usa)

1 Dans le monde

Japon

Le Japon promet 750 millions USD pour le développement en Irak.

Le Premier ministre japonais Yoshihiko Noda a déclaré mardi que son gouvernement aiderait au développement de l'Irak avec une contribution de 67 milliards de yens (750 millions de dollars) pour la modernisation de deux raffineries ainsi que pour d'autres projets d'infrastructure.

Lors de ses entretiens avec le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki, M. Noda s'est déclaré ravi que le Japon puisse participer au développement de l'Irak, ajoutant qu'il souhaitait une collaboration économique plus étroite entre les deux pays dans l'avenir.

« Nous sommes fiers d'avoir contribué au développement de l'Irak par des prêts en yens et une coopération technique », a déclaré le Premier ministre japonais. « J'espère porter le partenariat entre nos pays à un niveau supérieur », a-t-il ajouté.

Pour sa part, M. Al-Maliki a déclaré qu'il encourageait activement les entreprises japonaises à poursuivre leurs travaux en Irak, qui sont essentiels pour le développement des infrastructures de ce pays, et de saluer le renforcement des liens économiques entre les deux pays comme un moteur du Partenariat global Japon-Irak.

Les deux dirigeants ont décidé de convenir d'une stratégie d'investissement pour encourager davantage d'investissements dans des projets à grande échelle en Irak, et cette stratégie impliquera une intervention des agences de crédit à l'exportation japonaises contre une garantie en pétrole brut des réserves irakiennes, qui sont les troisièmes plus importantes au monde.

Le Premier ministre irakien a également promis que les troupes irakiennes seraient capables de maintenir la sécurité dans la région après le départ des troupes américaines de cette région où elles étaient déployées depuis huit ans.

« Les troupes irakiennes sont devenues extrêmement capables et expérimentées dans la lutte contre la menace terroriste. Je suis confiant dans leur capacité à assurer la sécurité » a déclaré mardi M. al-Maliki à la chaîne nationale Nippon Hoso Kyokai (NHK).

Les entreprises japonaises seront bien positionnées dans la concurrence avec les autres qui souhaitent aussi tirer parti du développement post-conflit de ce pays pétrolier, un développement qui concerne aussi un certain nombre de projets de santé, de transports et de communications, a-t-il par ailleurs déclaré.

« Les entreprises japonaises ont déjà une histoire de succès commercial en Irak. Je suis sûr que cette expérience importante leur permettra de surpasser leurs rivales d'autres pays », a déclaré le dirigeant irakien à NHK.

Mitsubishi Corp. sera l'une des premières entreprises à miser sur cette alliance économique et participera à la construction de sites de production de gaz naturel liquéfié (GNL) en Irak, d'après le journal Nikkei.

Mitsubishi commencera à partir de 2020 l'exportation de GNL vers le Japon, en collaboration avec la compagnie publique irakienne South Gas Co. et avec Royal Dutch Shell Plc.

D'après Nikkei, cette collaboration prévoit aussi la mise en service de deux nouveaux sites gaziers en 2013, avec une capacité de production de 4 millions de tonnes de GNL exportable.

M. al-Maliki est au Japon jusqu'à mercredi pour une visite de quatre jours. Il a souligné que le pétrole irakien connaît une forte demande depuis la crise nucléaire au Japon, mais dément les affirmations selon lesquelles l'Irak lui-même envisagerait de construire une centrale nucléaire.

2011-11-23 14:40:36 xinhua

<http://french.cri.cn/621/2011/11/23/501s262010.htm>

France

La reconstruction de l'Irak attire les entreprises françaises.

Pour la troisième année consécutive, les entreprises françaises sont présentes en nombre à la Foire internationale de Bagdad. Le marché de la reconstruction du pays est évalué à près de 435 milliards d'euros.

Quartier Mansour à Bagdad. Pour la troisième année consécutive, la France sera le pays européen le mieux représenté à la Foire internationale de Bagdad, inaugurée mardi 1er novembre en grande pompe par le premier ministre irakien Nouri Al Maliki. Pierre Lellouche, secrétaire d'État au commerce extérieur, a fait le déplacement pour inaugurer le pavillon France, accompagné d'une trentaine de représentants d'entreprises françaises.

Le programme de reconstruction de l'Irak, « *futur grand émergent du monde arabe* », se chiffre à 600 milliards de dollars (435 milliards d'euros), un enjeu considérable qui attise une compétition féroce dans la chasse aux contrats et aux parts de marché. Après une série d'entretiens avec les responsables irakiens et une visite à Erbil, dans le Kurdistan, le ministre français a inauguré un des investissements industriels français phares du moment : la nouvelle chaîne de montage de Renault Trucks à Iskandariyah, à 40 km au sud de la capitale.

Plusieurs modèles de camions y seront assemblés pour le marché irakien, « *le plus gros du Moyen-Orient cette année* » souligne Bernard Amiel, représentant de l'entreprise à Amman (Jordanie), « *et appelé à le rester pour les trois ou quatre prochaines années* ».

Fort besoin en infrastructures

Parmi les exposants, sur place jusqu'au 10 novembre, des poids lourds de l'industrie comme Total, Alstom, Schneider Electric, Lafarge et Technip, mais aussi quelques PME, à l'instar de Matière, entreprise qui fabrique des ponts métalliques modulaires, et qui est basée à Arpajon-sur-Cère (Cantal).

Après la réalisation, en 2010, du pont d'Al-Nahrawann, dans la banlieue de Bagdad, la société a décroché un contrat avec le gouvernorat de Nasiriyah, dans le sud du pays. De son côté, Alstom va construire une centrale électrique à Al-Mansuriya, au nord de Bagdad, dans la province de Diyala.

Huit ans après l'invasion américaine, les Irakiens disposent toujours de moins de dix heures d'électricité par jour, été comme hiver, et ceux qui peuvent se le permettre utilisent des générateurs. Pénurie de courant et de logement, insuffisance des infrastructures, minées par trois décennies de guerres et de sanctions : le chantier de la reconstruction du pays ne fait que commencer.

Revenus du pétrole et du gaz

Plus que jamais, les autorités irakiennes comptent sur les revenus de l'or noir pour la financer. Début mars 2012, le ministère du pétrole mettra aux enchères douze sites d'exploration, sept pour le gaz et cinq pour le pétrole. La production pétrolière doit passer à 6,5 millions de barils par jour (mbj) d'ici à 2014, contre 2,3 aujourd'hui. Ces rentrées d'argent attendues permettent à l'État de financer les salaires de ses nombreux fonctionnaires et de signer de très gros contrats...

En dépit de l'insécurité persistante dans une partie du pays, de la lenteur et de l'opacité du processus de décision, sans oublier la corruption rampante, les entreprises étrangères sont engagées dans une bataille féroce pour la chasse aux contrats et aux parts de marché.

Implanté à Souleymanieh dans le nord et à Kerbala dans le sud, le cimentier Lafarge doit ainsi compter avec des concurrents turcs, iraniens et saoudiens qui fournissent leurs clients à partir d'usines situées à proximité de la frontière.

Concurrence acharnée

« *L'époque des marges à 30 % et du gré à gré, c'est fini. Tout se fait sur appel d'offres et il n'y aura pas de faveur particulière accordée à la France* », insiste Pierre Lellouche. « *Nous avons un gros effort à faire pour être compétitifs et diversifiés face à des compétiteurs redoutables, qu'ils soient turcs, iraniens, chinois, coréens du Sud ou allemands.* »

Pour « *mieux organiser l'offre française* », le secrétaire d'État entend promouvoir la coopération entre grandes entreprises et PME sous-traitantes, à travers « *des politiques de filière, secteur par secteur* ».

Les entreprises françaises ont, en tout cas, du pain sur la planche si elles veulent retrouver les presque 11 % (contre environ 3 % aujourd'hui) de parts de marché un moment détenues dans l'Irak de Saddam Hussein.

<http://www.la-croix.com/Actualite/S-informer/Economie/La-reconstruction-de-l-Irak-attire-les-entreprises-francaises- NP - 2011-11-03-731367>

5 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Tarek Aziz - L'autre vérité", Award du meilleur documentaire.

En septembre dernier, le film – document « *Tarek Aziz - L'autre vérité* », réalisé par Jean-Marie Benjamin, a reçu le *Award* du meilleur documentaire au *Festival de Silent River (Irvine-Los Angeles)*. Dans un long entretien accordé en mars 2003 au réalisateur, Tarek Aziz révèle l'histoire cachée de la

guerre du Golfe, les activités de la CIA en Irak, les manipulations des inspecteurs des Nations unies pour le désarmement de l'Irak, les influences et stratégies des Etats-Unis en Irak et au Moyen-Orient. Plusieurs personnalités des Nations unies – *Hans von Sponeck, Denis Halliday, Scott Ritter* – interviennent durant le développement du récit de Tarek Aziz, illustré d'images de la situation politique, économique et militaire de l'Irak de 2003 à 2011.

Au cours de l'interview, Tarek Aziz témoigne également de sa religion chrétienne et des rapports entre chrétiens et musulmans.

Jean-Marie Benjamin, ancien fonctionnaire de l'UNICEF, ordonné prêtre à Rome, a organisé l'audience privée de Tarek Aziz avec le Pape Jean-Paul II en février 2003. Il a réalisé plusieurs films en Irak, notamment « *Irak Radioactivité* » pour dénoncer l'emploi d'armes à l'uranium appauvri. Compositeur de musique classique, il est l'auteur de « *Ode to the child* » enregistrée par l'ex-Beatles Paul McCartney.

Une projection du film « *Tarek Aziz - L'autre vérité* », sous-titré en français, est prévue à Paris fin janvier 2012, en présence du Père Benjamin

Vidéo de présentation du film (3') :

30 octobre

http://www.jmbenjamin.org/ENG/iraq/Tarek%20AZIZ%20FILM_Info%20press%20release_2.htm

<http://www.france-irak-actualite.com/article-tarek-aziz-l-autre-verite-award-du-meilleur-documentaire-87559968.html>

6 Les brèves

Ndlr : la publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse ou le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information.

6-1 LEMONDE.FR avec AFP : Des Irakiens accusant l'armée britannique de torture obtiennent gain de cause.

La Cour d'appel de Londres a donné raison, mardi 22 novembre, à plus d'une centaine d'Irakiens qui réclament l'ouverture d'une enquête indépendante sur les tortures dont ils affirment avoir été victimes de la part de militaires britanniques en Irak. Ce jugement invalide celui rendu en première instance par la Haute Cour. En décembre 2010, cette dernière avait donné raison au gouvernement britannique, estimant qu'une telle investigation n'était pas nécessaire dans la mesure où le gouvernement avait mis en place une enquête ad hoc (Iraq Historic Allegations Team, IHAT) chargée de se pencher sur les abus perpétrés en Irak.

La Cour d'appel a estimé que l'IHAT "*manquait d'indépendance*" puisqu'elle compte dans ses rangs des membres de l'armée. Le ministère de la défense a réagi en expliquant qu'il allait examiner le jugement "*avec attention et étudier les prochaines étapes*". Il a jusqu'au 30 novembre pour saisir ou non la Cour suprême, la plus haute instance judiciaire du pays.

Un avocat des cent vingt-huit plaignants, Phil Shiner, s'est réjoui de la décision de la Cour d'appel, observant que "*le ministère de la défense a eu recours à toutes les combines pour éviter de rendre des comptes. Maintenant, il ne peut plus se cacher*", a-t-il estimé. L'un des principaux plaignants dans ce dossier, Ali Zaki Mousa, affirme avoir été battu pendant plusieurs mois en Irak, entre 2006 et 2007, alors qu'il était détenu par des soldats britanniques.

Deux autres enquêtes publiques ont été ouvertes au Royaume-Uni dans des affaires comparables. L'une d'entre elles a conclu en septembre que des soldats britanniques s'étaient livrés à des "*violences gratuites*" sur un détenu, Baha Moussa, qui avait succombé à ses blessures en 2003 à Bassorah, dans le sud de l'Irak.

L'armée britannique s'est retirée d'Irak en mai 2011, après huit ans de présence.

LEMONDE.FR avec AFP |

22.11.11 | 16h15

http://www.lemonde.fr/europe/article/2011/11/22/des-irakiens-accusant-l-armee-britannique-de-torture-obtiennent-gain-de-cause_1607692_3214.html

6-2 Gilles Munier : Mustapha Abdeljalil va dénoncer un complot baasiste à Bagdad.

Ces derniers jours, près de 600 anciens membres du parti Baas ont été arrêtés en Irak, dans les provinces d'Al-Anbar, Kirkouk, Diyala, Salahaddin, Wasit, Najaf, Bassora et Bagdad. Ils sont accusés de « *reconstitution de parti dissous* » (1). Selon le New York Times, ces arrestations font suite à la visite surprise à Bagdad de Mustapha Abdeljalil, chef du CNT, qui aurait remis à Nouri al-Maliki des documents découverts dans les archives des services secrets libyens sur un complot visant à le renverser, après le départ des troupes américaines (2).

La plupart des militants incarcérés sont des partisans de la Liste Al-Iraqiya, dont Salah al-Mutlaq, vice-Premier ministre, est un des principaux dirigeants. Ce dernier a aussitôt menacé Maliki de soulever l'opinion publique si un terme n'était pas mis aux arrestations. Iyad Allaoui, qui dirige la liste, ancien Premier ministre proche de la CIA, n'a pas réagi, mais des manifestations de protestation réclamant la libération des prisonniers ont eu lieu à Falloujah et Ramadi.

Quelques jours plus tard, 140 professeurs et employés de l'Université de Tikrit – *ville de naissance du président Saddam Hussein* - ont été arrêtés, pour le même motif. Le Conseil de la province de Salaheddin a répliqué... en se proclamant région autonome. Salah al-Mutlaq a informé Maliki que la région d'Al-Anbar pourrait faire de même.

Selon le site *Roads to Iraq*, cette campagne anti-baasiste serait en fait la première phase d'un plan américain de déstabilisation de l'Irak conçu avec certains officiers irakiens (3). *Roads to Iraq* se demande si la vague d'assassinats ciblés au Proche-Orient, annoncée par l'ancien ministre de l'Information libanais, Michel Samaha (4), ne fait pas partie de ce plan. L'opération, dit-il, serait dirigée par David Petraeus, directeur de la CIA, en liaison avec la Grande-Bretagne, la France et le Qatar.

(1) <http://aknews.com/en/aknews/4/269818/> <http://aknews.com/en/aknews/4/269682/>

(2) http://www.nytimes.com/2011/10/27/world/middleeast/libya-rebels-said-to-find-qaddafi-tie-in-plot-against-iraq.html?_r=1&ref=iraq

(3) <http://www.roadstoiraq.com/2011/10/26/the-us-plot-after-iraq-withdrawal-wave-of-arrests-and-assassinations/>

(4) http://www.beirutobserver.com/index.php?option=com_content&view=article&id=64348:2011-10-25-22-14-23&catid=41:2010-10-03-20-24-15

© G. Munier/X.Jardez

Gilles Munier

Publié le 29 octobre 2011 avec l'aimable autorisation de Gilles Munier

6-3 TECHNIP : Signature de deux contrats d'études en Irak.

La reprise des relations commerciales bilatérales avec l'Irak après les affres de la seconde guerre du Golfe profite à Technip. Le spécialiste des services pour les industriels de l'énergie a remporté deux contrats d'études dans la région. C'est ce qu'a déclaré le secrétaire d'Etat chargé du Commerce, Pierre Lellouche. Ils viennent emplir un peu plus le carnet de commandes déjà bien fourni, dépassant les deux milliards d'euros sur les trois derniers mois. La visibilité s'étend ainsi jusqu'en 2013. Cette nouvelle intervient quelques jours après la publication des résultats trimestriels jugés bons à l'aune de l'année 2010. Et pour cause : le chiffre d'affaires a progressé de 12,3% à 1,7 milliard d'euros. L'élément de satisfaction principal réside toutefois en l'amélioration de la rentabilité sur la période, le résultat net grimpant de 17% à 121 millions d'euros. Le groupe d'ingénierie pétrolière et gazière réussit, trimestre après trimestre, à faire remonter sa rentabilité et ce, dans toutes ses divisions : le Subsea (taux de marge opérationnelle remonté de 16,7 % à 16,9 %), dans l'onshore (de 6,6 % à 7,8 %) et dans l'offshore (de 4,8 % à 5 %). Lors de la conférence téléphonique organisée pour les analystes la semaine dernière, Thierry Pilenko s'est montré optimiste, tant en ce qui concerne les coûts (pas de tension inflationniste) que les prix (la tendance est plutôt à la hausse). Le président a, en outre, déclaré qu'il ne voyait pas de ralentissement de l'activité en Mer du Nord (indicateur avancé en cas de retournement) et que le Golfe du Mexique était en train de redémarrer (il a de bons espoirs dans cette zone avec son client BP).

02/11

L'analyse (Investir) <http://www.investir.fr/infos-conseils-boursiers/infos-conseils-valeurs/infos/signature-de-deux-contrats-d-etudes-en-irak-383814.php>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19